

autre espoir non moins grotesque: celui de voir Mendès-France, un des hommes les plus éminents du grand capital, suivre l'évolution de Jaurès vers le socialisme.

## UN BOURGEOIS COURAGEUX EXPLIQUE A QUI APPARTIENT L'ETAT

S'il n'y avait que des théoriciens de ce genre il y aurait vraiment de quoi désespérer pour le mouvement ouvrier. Mais celui-ci en a déjà tant vu et il va quand même de l'avant.

Mais un des aspects curieux de la crise en France, c'est qu'au même moment où d'aussi piètres conceptions petites bourgeoises se donnent libre cours dans le mouvement ouvrier, on trouve dans un organe plutôt bourgeois que petit bourgeois, une compréhension bien supérieure et une virilité de pensée qui font défaut à nos « socialistes ».

C'est dans « l'Express », et sous la plume de J.-J. Servan-Schreiber qu'on a pu lire, depuis le 13 mai, une série d'articles qui, si tout n'y était pas juste, du moins sont allés le plus loin dans la compréhension de ce qui

### MON AMI JACQUES DUCLOS...

### MON AMI RENE COTY...

« J'ai déclaré un jour à l'Assemblée constituante, faisant allusion à la III<sup>e</sup> République: « Le grand malheur de ce pays c'est d'avoir été trop conservateur. » Le mot, dans ma bouche, moi qui siégeais à droite, fit sauter quelques-uns de mes collègues. Mais Jacques Duclos, mon ami Jacques Duclos — on peut être adversaires sur le plan politique et entretenir ailleurs des rapports amicaux, — me décerna cet éloge: « Vous êtes le plus intelligent des conservateurs, j'entends un conservateur à la mode britannique, qui sait être réformiste quand il le faut. »

(Souvenirs de R. Coty, publiés par  
« Le Monde », 8 janvier 1959.)

se passait en France, des causes des événements, des forces réelles qui se sont affrontées. Sans être marxiste, sans prétendre l'être, sans recourir à la terminologie marxiste, il est parvenu, notamment dans l'article paru dans le numéro du 18 décembre, à expliquer très concrètement à qui appartient l'Etat.

Il remonte à un moment décisif du Front populaire, quand il s'est agi pour le gouvernement Blum d'aider la révolution espagnole. Sur la base de témoignages irréfutables, il est établi que Blum a reculé devant la menace d'un coup d'Etat, ne songeant d'ailleurs pas un seul instant à faire appel aux masses (il était un « gérant loyal » du régime bourgeois).

Ceci dit, J.-J. Servan-Schreiber ajoute:

« Léon Blum au pouvoir, le Front Populaire au pouvoir, étaient en fait si peu réellement puissants que la seule intention d'aider les Républicains de Madrid — or l'avenir du fascisme se jouait là — les condamnait parlementairement. La Gauche apparemment au pouvoir était en vérité déterminée, conditionnée, par la menace parlementaire de la Droite. Ce n'est pas tout.

Aux indications de M. Daniel Mayer un autre collaborateur intime de Léon Blum, M. Robert Verdier, a bien voulu en ajouter d'autres. Il nous a fait connaître que si Léon Blum dut capituler plutôt que de sauver les Républicains ce ne fut pas seulement sous la menace d'une chute ministérielle mais aussi, et plus encore, parce qu'il risquait d'être renversé par un coup d'Etat militaire en France.

Il apporte, à ce sujet, un témoignage direct de Léon Blum lui-même qui a déclaré, après la guerre, devant M. Verdier, au cours d'un entretien:

« Je me suis rendu compte que nous avons été, en France aussi, à la veille d'un coup d'Etat militaire. Le patronat et la réaction, rendus furieux par le vote des lois sociales, auraient utilisé ce prétexte. Je le pressentais à cette époque. Depuis je le sais. » Ainsi ce qui est arrivé ces temps-ci, on le voit aisément, n'est rien moins qu'un accident historique...

Si la coalition de l'Etat-major et de puissances financières a facilement profité du 13 mai pour s'emparer ouvertement de l'Etat, après l'avoir indi-

rectement dominé, ce n'est pas un accident: Weygand et Vichy avaient bien montré que ce processus est, en France, dans la nature des choses.

Nous y sommes. La Gauche n'a jamais, ni dans la III<sup>e</sup> République ni dans la IV<sup>e</sup>, possédé autre chose que l'apparence du pouvoir. Aucune victoire électorale, aucune position dans les institutions, ne lui a donné la puissance nécessaire pour maîtriser les véritables puissances qui, quelquefois ouvertement — comme aujourd'hui, comme en 40 — le plus souvent avec discrétion, commandent à la vie, à la structure, au destin de la Nation. Cette fois, nous avons compris...

Nous le savons maintenant: le pouvoir formel apporte un appoint appréciable à la réaction en lui conférant la légitimité. A la Gauche il ne donne que le droit d'obéir, pour une période transitoire, aux vrais maîtres. Il n'y aura jamais de démocratie en France à l'intérieur des règles de ce jeu-là.

Il ne s'agira plus de concevoir et de préparer la reconquête d'une simple majorité parlementaire; mais bien désormais de déraciner, d'arracher à la racine, les moyens que détiennent et qu'ont toujours détenus nos maîtres. Il n'y aura jamais de démocratie en France à l'intérieur des règles de ce jeu-là.

Il ne s'agira plus de concevoir et de préparer la reconquête d'une simple majorité parlementaire; mais bien désormais de déraciner, d'arracher à la racine, les moyens que détiennent et qu'on toujours détenus nos maîtres, aujourd'hui comme hier. Si le 13 mai, et ses suites, définitivement officialisés dimanche, ont pu éclairer notre génération sur la mission qui sera la sienne, si l'impuissance de Guy Mollet devant Alger et l'Armée — préface à de Gaulle et Soustelle — après l'impuissance de Léon Blum devant Franco et l'Armée — préface à Pétain et Laval — nous a enfin montré la révolution profonde qu'il faudra accomplir, l'histoire moderne de notre pays pourra, un jour, prendre son essor. »

## LE SOCIALISME HUMANISTE D'ANDRÉ PHILIP

S'il fallait avoir encore une démonstration pour montrer à qui appartient l'Etat, nous l'avons vraiment eu sans tarder avec les mesures économiques, financières et fiscales de Gaulle-Pinay. Tout le monde a pu le constater sans grande difficulté. Tout le monde? Non, André Philip ne l'a pas constaté. Lisez donc ses « libres opinions » dans « Le Monde » du 10 janvier, où sa « tradition humaniste » s'épanouit en ces termes:

« Pour la première fois nous sommes devant un effort combiné et équilibré de redressement, qui exprime une doctrine et constitue vraiment un acte politique;

b) L'ensemble des mesures prises imposent à chaque catégorie de Français des sacrifices douloureux. Il serait aisé de jouer un jeu démagogique, en s'efforçant de mobiliser toutes les victimes de ces décisions dans un mouvement protestataire; mais ce serait contraire à l'intérêt du pays, et tout parti qui agirait ainsi se ferait déconsidérer par sa malhonnêteté intellectuelle. Toute politique de redressement de la France, celle du gouvernement actuel ou toute autre, ne peut qu'exiger des sacrifices pénibles.

— Nous faisons, depuis cinq ans, la guerre en Algérie, et il importe d'en couvrir les frais;

— Il faut accroître nos exportations et diminuer pour cela la consommation intérieure;

— Pour sauvegarder l'avenir il faut augmenter les investissements, ce qui exige encore une réduction de la consommation présente;

— Enfin, dans un pays où les salariés représentent 66 % et les agriculteurs 20 % de la population productive, tout redressement économique impose inévitablement des sacrifices à l'ensemble des travailleurs;

c) Mais ces sacrifices inévitables semblent être aggravés par la politique consciemment choisie par le gouvernement.

En résumé, on peut saluer l'initiative du gouvernement comme un premier effort pour définir une politique économique et financière d'ensemble avec courage; mais on est obligé d'affirmer qu'une telle politique est incompatible avec la poursuite de la guerre d'Algérie et qu'une préoccupation trop axée sur les aspects financiers des problèmes risque de faire obstacle à la croissance régulière et généralisée hors de laquelle, pour la France comme pour les autres pays d'Europe, il n'y a point de salut. »

Il fallait vraiment que Martinet nous dise qu'il y a en André Philip un grand brasseur d'idées aux vues originales et enrichissantes. Nous aurions eu du mal à nous en apercevoir nous-mêmes.

Pierre FRANK.